



BR-PCC

Déclaration au procès de Simonetta Giorgeri 1990

Simonetta Giorgeri

Militante des Brigade Rosse per la costruzione del Partito Comunista Combattente

Déclaration au procès

(Gênes, 15 février 1990)

En 1984, sur le plan du rapport révolution / contre-révolution, émergeaient deux dynamiques opposées qui s'influençaient réciproquement.

D'une part étant ouverte la phase de la Retraite Stratégique, les BR per il PCC cheminaient plus avant, en particulier dans la rédefinition de certains termes de l'implantation politique, y compris au milieu de contradictions, fruits de la confrontation avec la contre-révolution, et démontraient dans la praxis révolutionnaire et dans le spécifique, avec les initiatives combattantes contre Gino Giugni et Leamon Hunt, être l'unique force révolutionnaire en Italie à même de reconstruire ce que la contre-révolution avait mis en pièces et dispersé, se reproposant comme réfèrent révolutionnaire autorisé pour agréger et recomposer ces éléments révolutionnaires et prolétariens non disposés à renier ce qui avait été sédimenté en 14 années d'affrontement révolutionnaire, ni à se rendre.

D'autre part après la phase la plus élevée de déploiement de l'offensive, l'État opérait sur tous les plans pour réguler les rapports de force déterminés par la dynamique contre-révolutionnaire.

A l'intérieur de la donnée générale de la modification du caractère de la médiation politique entre les classes dont on régulait certains passages (dans le spécifique le "pacte social néocorporatiste"), on précisait et affinait une activité contre-guérillera essentiellement destinée à prévenir la réagrégation des forces et leur réorganisation autour de la proposition politique et stratégique des BR avec des interventions ciblées et sélectives, des actes de dissuasion, des "admonestations" et des pressions de tout type.

Deux dynamiques parallèles, du moment où le processus de réagrégation était en cours et portait ses fruits, comme les initiatives combattantes sont là pour en témoigner, et d'autre part, l'État bien

conscient dans la tentative de l'endiguer et le contrecarrer.

L'"étude" sur laquelle l'on basait ce processus a été "accouchée" dans ce contexte, où il faut le situer pour ce qu'il est: un acte politique à caractère et avec des finalités contre-révolutionnaire.

Le saut de qualité, mûri successivement par les BR avec le dépassement de l'optique défensive, a démontré dans les faits combien la tentative de l'Etat était velléitaire; en particulier, la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire a permis aux BR de "peser" sur l'affrontement de classe, en déterminant un plus grand approfondissement de l'affrontement révolutionnaire et en fournissant la mesure de la vitalité de la proposition politique et stratégique des BR et de leur capacité de reconstruction et de reproduction, y compris dans les conditions les plus dures de l'affrontement.

L'activité révolutionnaire, déployée par les BR durant les dernières années, qui fournit sa substance au processus de réadéquation globale, a jusqu'ici mis en œuvre et ouvre des perspectives politiques concrètes, tant sur le terrain classe/Etat que sur celui de l'anti-impérialisme;

la capacité démontrée de se dialectiser (à partir de l'attaque) en termes de construction/organisation/direction avec les instances les plus natures de l'autonomie de classe,

et dans le même temps de pratiquer (à partir de l'activité concrète déployé sur le terrain de l'anti-impérialisme) une politique d'alliance avec les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans l'aire géo-politique (Europe Occidentale, Méditerranée, Moyen-Orient), en donnant un apport actif à la construction/consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste : tels sont les termes actuels autour desquels se définit aujourd'hui le rapport révolution / contre-révolution, et se détermine le déplacement vers l'avant du plan d'affrontement! révolutionnaire.

Comme militante des BR per la costruzione del PCC, j'entends avant tout réaffirmer la valeur politique et le caractère propulsif de la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire opérée par les BR a l'intérieur de la phase de Retraite Stratégique qui, étant donné les perspectives politiques qu'elle a ouvertes tant sur le terrain du rapport classe/État que sur celui de l'anti-impérialisme, s'est traduite dans l'approfondissement du plan d'affrontement révolutionnaire.

Une dynamique produite et calibrée consciemment, eu égard aux rapports de force généraux entre les classes et au rapport impérialisme/anti impérialisme, dont le poids politique et l'incisivité concrets s'évidencient dans le déploiement de l'activité révolutionnaire,

tant par la capacité d'activer, à partir de l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement de classe, la dialectique avec les instances les plus matures du prolétariat, œuvrant pour catalyser autour des stratégies, ligne politique et programme des BR, les composantes révolutionnaires et prolétariennes vives du pays, en les organisant et les dirigeant dans l'affrontement prolongé contre l'État,

que sur le terrain de l'anti-impérialisme avec la contribution à la construction/consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste, véritable saut de qualité, au sens propre, dans la lutte prolétarienne et révolutionnaire, dans le pratiquer une politique d'alliance avec les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans l'aire géopolitique Europe Occidentale/ Méditerranée / Moyen-Orient, pose à un niveau plus adéquate et mature la nécessité et praticabilité de l'attaque à l'impérialisme, pour l'affaiblir et le redimensionner dans l'aire.

A ce propos, en tant que militante des BR per il PCC, force révolutionnaire opérant activement dans le cadre de la politique d'alliance du Front Combattant Anti-impérialiste, je revendique la récente initiative combattante de la RAF contre Alfred Herrhausen.

L'attaque au "patron/chef" de la Deutsche Bank vise à désarticuler un des nœuds principaux du pouvoir économique et politique assumé par la banque allemande, en mettant en évidence le rôle qu'elle a joué dans la gestion/orientation des processus de concentration économique et financière en Europe Occidentale ; une position de pouvoir qui est actuellement rampe de lancement pour la pénétration économique et politique dans les pays de l'Est européen et dans les pays en voie de développement, contraints de se soumettre au diktat et à la logique de l'exploitation capitaliste.

La qualité du processus de réadéquation globale entrepris par les BR est substantiellement le fruit de la rencontre de deux facteurs (demeurant ferme le patrimoine d'expériences enraciné dans le tissu prolétarien qui caractérise la sphère de référence et de reproduction de la guérilla) :

d'une part avoir su maintenir avec fermeté, sans concession au révisionnisme, les discriminants de fond, l'unité du politique et du militaire comme principe stratégique caractérisant la guérilla, en réaffirmant la nécessité et la praticabilité du terrain de la guerre et l'actualité de la question du pouvoir,

de l'autre avoir tiré, dans le choc de la contre-révolution des années 80 et dans la pratique des premières années de Retraite Stratégique, ces enseignements relatifs au caractère de l'affrontement révolutionnaire et à la nature de ses contradictions qui ont permis aux BR d'approfondir certains termes de la guerre de classe de longue durée, en replaçant au centre son caractère non linéaire, et ensuite en clarifiant contenus, dynamiques et objectifs de la phase révolutionnaire ouverte (en précisant, entre autres, le positionnement tactique en termes de disposition des forces), et les objectifs de programme dans la phase politique intérieure et internationale actuelle.

La capacité renouvelée de se mesurer avec le caractère et le niveau de l'affrontement révolutionnaire, que la qualité de la réadéquation exprime, s'est traduite dans la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire.

La continuité et la cohérence réaffirmées par les BR dans la poursuite des directions stratégiques n'a rien à voir avec le "continuisme" idéologique et dogmatique mécanique et "irréductible", mais tire ses racines essentiellement des raisons de fond qui président et définissent la lutte armée comme avancement et adéquation de la politique révolutionnaire aux formes de domination de la bourgeoisie impérialiste.

L'affirmation de la lutte armée comme stratégie pour tout le prolétariat, plan systématique d'action et de disposition des forces, qui oriente et caractérise le processus révolutionnaire du début à la fin, est donnée par les conditions historiques et politiques, économiques et sociales qui ont été déterminées avec la seconde guerre mondiale.

Le niveau de maturation atteint par l'impérialisme dans cette phase posait comme dominants, dans le cadre économique du bloc occidental, des processus d'internationalisation et d'interdépendance des économies;

une donnée qui d'une part, se reflétait sur le développement de niveaux toujours plus élevés d'intégration politique et militaire entre les pays de la chaîne impérialiste (qui, le moment venu, se traduisait entre autres dans le déploiement de la "contre-révolution impérialiste", destinée à "normaliser" les pays du bloc occidental de manière à les rendre idoines au recouvrement de leur propre rôle dans la division internationale du travail et des marchés qui allait se dessinant, et à se charger des intérêts globaux de la chaîne);

d'autre part une donnée qui voyait s'affirmer une fraction dominante de bourgeoisie impérialiste agglomérée au capital financier US, comme point le plus avancé du monde occidental et tractant les mouvements économiques du monde occidental et, dans le même temps, le prolétariat métropolitain, expression du processus de polarisation entre les classes et, en découlant, prolétarianisation de larges couches de la société.

Comme reflet structurel à la formation de fractions de bourgeoisie impérialiste et du prolétariat métropolitain (et donc en général, au niveau de développement atteint par le capitalisme) la démocratie parlementaire moderne assume le rôle de représenter et mener 'en avant les intérêts et les nécessités de la bourgeoisie impérialiste et- en particulier, de sa fraction dominante.

Du point de vue économique (étant donné la connaissance acquise), s'affine la capacité de gestion et de gouvernement de l'économie à travers des politiques économiques de support qui, dans la phase de crise générale (de valorisation), assument un caractère de contre-tendance, intervenant pour atténuer les effets négatifs de la crise, du moment où elles ne peuvent agir sur ses causes (qui sont structurelles).

Du point de vue politique, on exalte encore plus le rôle que l'Etat assume en référence à l'antagonisme inconciliable entre les classes.

A partir des rapports de force généraux entre les classes qui caractérisaient le cadre d'affrontement dans l'après-guerre (après les ruptures opérées par la contre-révolution Impérialiste), la "démocratie représentative" s'organisa de manière à se charger du contrôle et du gouvernement du conflit de classe, en dépassant le caractère essentiellement répressif qui l'avait orientée -par exemple, l'État fasciste d'avant-guerre-, pour se servir des institutions démocratiques comme sphère politique en qui faire converger et rendre compatibles les poussées et les tensions antagonistes qui se produisent dans le pays, lesquelles canalisées à l'intérieur des "carcans institutionnels" sont vidées de tout contenu déstabilisant.

Partis, syndicats, organisations politiques sont délégués pour "représenter" la classe et deviennent l'unique "contre-partie" légitime en ce que structurelle et loyale aux institutions démocratiques et donc sensible et respectueuse des intérêts de la bourgeoisie impérialiste.

Le contrôle et le gouvernement du conflit de classe passe donc par son "institutionnalisation" afin de prévenir la rencontre entre l'antagonisme prolétarien et la projectualité révolutionnaire.

Le sens concret de la contre-révolution apparaît alors évident, âme de la démocratie représentative, il lui est structurellement connexe; politique continue et constante, propre aux États capitalistes matures, insérée dans les instruments et dans les organismes "démocratiques", indépendamment de la présence ou non d'un processus révolutionnaire.

Le caractère de médiation politique qui s'affirme incorpore les termes de contre-révolution préventive, mûris et mis en règle dans le rapport d'affrontement entre les classes.

Il ne s'agit pas d'une donnée statique mais dynamique qui se redétermine en relation (au-delà de la donnée structurelle, et c'est-à-dire, aux niveaux de développement de l'impérialisme et des nécessités qui en découlent) avec les modifications des termes de l'affrontement et en particulier, avec celles du rapport révolution/contre-révolution.

Ce saut de qualité clarifie la nature politique de l'affrontement de classe dans les pays capitalistes matures et son degré d'approfondissement, et il pose le facteur de l'augmentation de la subjectivité comme une question dont on ne peut faire abstraction si l'on veut intervenir dans les dynamiques de l'affrontement.

Du côté prolétarien et révolutionnaire, influencer sur le cadre d'affrontement s'étant affirmé dans l'après-guerre comporte nécessairement une réadéquation substantielle de la stratégie pour la prise de pouvoir.

En effet, la donnée de la contre-révolution préventive rend dépassée, impraticable, inefficace, la "politique des deux temps" qui en octobre 1917, avait porté au pouvoir le prolétariat soviétique et que la Troisième Internationale avait placé à la base de la stratégie révolutionnaire.

C'est-à-dire, n'est plus sûr un processus d'accumulation de force sur le terrain politique, à employer en termes militaires contre l'Etat lorsque seront mûres toutes les conditions, objectives :et subjectives, pour l'insurrection.

Le processus révolutionnaire reprend un caractère concret et redevient praticable, par contre dans la mesure où la marche de l'affrontement advient globalement, ce qui signifie, dès le début, intervenir (y compris en situation non révolutionnaire) sur tous les termes de l'affrontement en opérant simultanément sur les deux plans, politique et militaire.

La stratégie de la lutte armée rend donc explicite le rapport de guerre en vigueur dans l'affrontement de classe.

Une guerre qui manifeste des caractéristiques particulières et dont les lois générales font référence à son caractère de classe qui implique les deux classes antagoniques: la bourgeoisie y intervient pour maintenir son pouvoir mais ne peut détruire le prolétariat, clef de voûte du mode de production capitaliste, -en ce que facteur unique de création de plus-value; le prolétariat révolutionnaire, au contraire, y intervient pour prendre le pouvoir et ce processus vit et se développe dans l'objectif d'anéantir la bourgeoisie comme classe.

Dans ce contexte, les dynamiques du rapport de guerre ne peuvent faire abstraction des caractéristiques politiques particulières de la guerre elle-même, c'est-à-dire, du niveau défini de la médiation politique classe/État.

Placée dans ce cadre même si c'est comme aspect "exceptionnel" (en ce sens que ce n'est pas la règle) et limité dans le temps, l'intervention contre-révolutionnaire de l'État, ainsi que nous avons pu le constater dans les années 80, apparaît comme ciblée et sélective, elle n'est pas massifiée, ni prolongée au-delà d'un certain seuil.

L'orientation poursuivie est de frapper au niveau de l'avant-garde pour ensuite en répercuter et en déployer les effets politiques sur la classe toute entière, de rompre la dynamique -de croissance et d'enracinement mise en marche par la guérilla et l'isoler de son terrain de reproduction, d'éloigner la classe du point de référence politico-militaire de direction de l'affrontement révolutionnaire.

Et en fin de compte d'imposer un climat politique en termes de rapports de force qui permette à l'Etat d'organiser à son avantage un cadre différent du rapport classe/Etat, en modifiant le caractère même de la médiation politique entre les classes, de manière à restaurer le contrôle des dynamiques antagoniques et à mettre le gouvernement du conflit en conformité avec les nouveaux termes posés par le niveau de développement et d'approfondissement de la crise du mode de production capitaliste (gouvernement de l'économie).

A l'intérieur du rapport existant entre processus révolutionnaire dirigé par la guérilla et contre-révolution de l'Etat, la contre-révolution des années 80 doit être lue comme produit et approfondissement du processus révolutionnaire, ainsi que des -conditions générales des rapports politiques entre les classes.

Par les temps et modalités avec lesquels elle s'est déployée, par les proportions atteintes et les termes employés, elle est la manifestation de la conscience atteinte par l'Etat de la valeur stratégique -et du poids politique de la lutte armée, réponse conséquente à l'avancement du plan d'affrontement révolutionnaire et, dans le même temps, cause de son approfondissement ultérieur.

D'autre part, le cadre des rapports politiques entre les classes est re-déterminé et le caractère de la contre-révolution préventive qui s'affirme incorpore et cristallise la substance de la contre-révolution déployée durant ces années, à travers des passages successifs, chacun d'entre eux est un temps-étape de réglage "institutionnel" (en des termes donc constants et intégrés au mode de gouverner le conflit de classe) des rapports de force généraux atteints et point de départ pour des forçages successifs dans les rapports politiques entre les classes.

Le "pacte social néo-corporatif, les modifications institutionnelles, tendant à une plus grande centralisation des pouvoirs dans l'Exécutif, jusqu'ici opérées et le projet plus général de refonctionnalisation des pouvoirs et des institutions de l'Etat, dans lequel elles s'insèrent, sont autant de moments de ce processus, autant de ratifications des rapports de 'force généraux produits par la contre-révolution.

Il ne s'agit donc pas d'une involution du système démocratique, d'une régression vers la restauration de l'"Etat autoritaire", mais se contraire, de passages vers un approfondissement sensible de la démocratie représentative, de sa capacité de gouvernement du conflit de classe et de gestion de l'économie.

Une dynamique qui évolue vers le maximum de la démocratie formelle, hors et contre le contexte de classe du pays, où les choix de l'exécutif, dans le répondre aux exigences de la fraction dominante de la bourgeoisie impérialiste (détentriche du pouvoir réel, substantiel), doivent s'affirmer en temps réels, détachés au plus haut degré des poussées antagonistes qui se produisent dans le tissu prolétarien.

Ce processus, tendant à aligner la démocratie italienne sur les démocraties d'Europe les plus

matures, a cependant clairement un cours discontinu, devant toujours faire les comptes avec les résistances exprimées par la classe et avec la capacité de la guérilla à prendre en charge le niveau atteint par l'affrontement (en plus d'avec la poursuite d'échéances imposées par l'évolution/crise de l'impérialisme, raison structurelle du ré-ordonnancement des États).

Du côté guérillera, la contre-révolution des années 80 a représenté la vérification matérielle du caractère non linéaire de la guerre de classe, sujette par sa nature même à des avancées et des reculs, sapant avec brutalité toute conception mécanique et simpliste du processus révolutionnaire, signant la condamnation de toutes ces forces et organisations combattantes qui n'ont pas su lire le caractère et le sens concret des dynamiques en cours et dont les réponses se sont révélées inadéquates (lorsqu'il ne s'est pas agit d'une véritable reddition inconditionnelle au sens propre).

Seules les BR per il PCC ont été en état de se mesurer avec les lois de l'affrontement contre-révolutionnaire et, en ouvrant la phase de la Retraite Stratégique, de donner l'unique réponse possible et positive à la situation qui était en train de se déterminer.

Le heurt avec la contre-révolution a ouvert la voie (et fournit certains termes) à la compréhension du caractère de l'affrontement révolutionnaire, faisant justice au schématisme avec lequel durant la phase; précédente, l'affrontement avait été mené et avaient été conduites les phases révolutionnaires.

Il s'agissait d'un positionnement, fruit de la jeunesse et expérience guérillera, qui réduisait le processus révolutionnaire à une phase d'accumulation linéaire de capital révolutionnaire, de force disponibles à la lutte armée de manière générique qui dans la phase suivante seraient déployées dans la guerre civile.

D'une part de fait, on réduisait le caractère de longue durée de la guerre de classe, avec tout ce que cela entraîne en termes de disposition des forces pour leur relance; d'autre part il en dérivait une vision schématique de l'État comme une somme d'appareils séparés entre eux et mis sur le même plan.

Due et nécessaire, la Retraite Stratégique a apporté avec elle un premier plan de reconnaissance d'erreurs et de contradictions, en recouvrant entre autres la centralité de programme de l'attaque au cœur de l'Etat, centralité qui découle du fait que la plan classe/État est l'axe principal sur lequel se construisent les termes de la guerre de classe (l'État étant le siège politique des rapports entre bourgeoisie et prolétariat), et d'autre part que l'État centralise sur le plan politique le caractère fonctionnel de ses appareils.

Mais la valeur politique déterminante de la Retraite Stratégique réside dans son sens concret de loi fondamentale de la guerre révolutionnaire, expression du caractère non linéaire de la guerre elle-même, et c'est-à-dire, de repli de positions qui de fait se démontrent inadéquates et non réellement avancées, comme réponse nécessaire face à l'impossibilité de se mesurer "à égalité" avec l'ennemi de classe.

Par conséquent, loi dynamique qui ouvre une phase générale non résolvable dans le seul repositionnement d'une corps de thèses mais qui, au-delà de l'adéquation du dispositif organisationnel, investit surtout la manière par laquelle on construit les termes politico-militaires de la guerre elle-même.

La Retraite Stratégique, fruit du caractère et du niveau de l'affrontement révolutionnaire, en détermine, dans le même temps, l'approfondissement dans la mesure où elle place correctement le revers subi en termes de défaite tactique et ouvre une phase révolutionnaire centrée, dans ses finalités et dans la disposition tactique des forces en conséquence, autour du problème de construire les conditions politico-militaires nécessaires pour inverser l'état actuel des rapports de force.

Un processus dynamique au cours discontinu et contradictoire, qui dans la phase initiale a pu faire les comptes avec les marques laissées par l'offensive de l'État : l'incompréhension qui s'était produite du niveau réel d'affrontement alimentait un plan de contradictions qui réduisait de fait la Retraite Stratégique à un acte défensif et par conséquent, conduisait à subir l'initiative de l'Etat et à la consommation des forces, dont la disposition non adéquate limitait le caractère fonctionnel eu égard aux nécessités dictées par la phase révolutionnaire elle-même.

C'est-à-dire, la logique défensive se démontrait incapable, face aux nécessités imposées par le niveau d'affrontement, s'empêtrant dans le possible entendu, de manière limité, aux conditions matérielles du moment.

Dans cette dynamique ont trouvé de l'espace des positions qui, lorsqu'elle se sont clairement dessinées dans le débat interne, ont été expulsées de l'organisation pour ce qu'elles étaient: des positions liquidatrices qui "intériorisaient" la défaite et portant à l'extrême la logique défensive, "jetaient le bébé avec l'eau du bain", c'est-à-dire, révisaient la lutte armée à un instrument de lutte, se soustrayant de ce fait au niveau de l'affrontement.

Le dépassement de l'optique défensive, mûri par les BR dans la praxis révolutionnaire, a marqué une étape importante pour le développement de la phase de Retraite Stratégique, car il a signifié saisir et dépasser une contradiction qui conduisait à éluder certaines lois de la guerre révolutionnaire et à ne pas se placer dans l'affrontement d'une manière adaptée à son niveau.

Ce passage s'est traduit par un saut en avant dans la mesure où il s'est réfléchi dans une praxis révolutionnaire qui demandait une réponse aux attentes posées par le rapport politique actuel entre les classes, tant sur le plan classe/État que sur le terrain de l'anti-impérialisme, permettant ainsi de faire front aux échéances politiques.

La récupération du sens politique profond de la Retraite Stratégique comme loi dynamique de la guérilla et la mesure acquise des nécessités, qui se mettaient en évidence en son sein, ont permis aux BR d'impulser les termes et les objectifs de la phase révolutionnaire, actuelle, identifiée comme "phase de reconstruction des forces prolétariennes et révolutionnaires et de construction des instruments politiques et organisationnels, destinés à équiper le camp prolétarien dans l'affrontement prolongé contre l'État".

Objectifs qui sont poursuivis en dialectique avec (et à partir de) l'initiative combattante sur les autres points du programme.

Il s'agit d'une phase interne à celle plus générale de Retraite Stratégique, au caractère de laquelle elle est conditionnée, mais par ses modes, substance et temps politiques, elle ne peut être considérée comme un moment conjoncturel, mais comme une phase révolutionnaire véritable au sens propre, finalisée à la modification et au déplacement vers l'avant du plan révolutionnaire et en conséquence,

des positions de force du camp prolétarien.

Par un autre aspect, avec la reconnaissance de la condition générale en qui vit la guérilla dans les pays capitalistes avancés comme condition d'encerclement stratégique dans lequel il ne peut y avoir de "zones libérées" où se replier et d'où repartir pour lancer des offensives, avec la conscience, à un niveau plus mature, du fait que la guérilla vit et opère en territoire ennemi, côte à côte avec l'ennemi de classe, et demeurant ferme la nature essentiellement politique de l'affrontement de classe, ce sont les implications émanant de l'opérer dans l'unité du politique et du militaire, en relation à tous les termes de l'affrontement de classe qui se sont mieux précisées.

Concrètement, affirmer que la conduite de l'affrontement advient globalement et que l'unité des deux plans se reproduit en chaque aspect de l'activité révolutionnaire des BR signifie que l'État, à travers l'action militaire, est frappé dans ses aspects politiques centraux: le cadre d'affrontement ainsi ouvert présente un avantage momentané favorable au camp prolétarien, avantage, qui pour ne pas être réabsorbé et dispersé par les mesures mises en champ par l'État pour récupérer le terrain perdu, doit se traduire en organisation de classe sur le terrain de la lutte armée, calibrée dans ses formes et dans ses modes à la phase révolutionnaire et au niveau de l'affrontement.

Tel est le sens concret de "travail de masse" à l'intérieur de la stratégie de la lutte arme comme proposition politique pour la classe toute entière; de cette manière, il est possible de préparer le camp prolétarien pour l'affrontement prolongé contre l'État. Plus concrètement encore, cela signifie organiser les fragments les plus matures de l'autonomie de classes activés par l'intervention révolutionnaire qui influe sur l'équilibre entre les classes, en organismes armés et clandestins de la classe.

Dans ces structures politico-militaires, les camarades révolutionnaires sont organisés selon les mêmes critères fondamentaux et la méthode de travail qui orientent et régulent l'Organisation dans son complexe, en tenant évidemment compte des différentes fonctions et rôles qu'ils ont dans l'affrontement et du cadre de conscience exprimé.

A l'intérieur des instances révolutionnaires et des réseaux prolétariens eux-mêmes se reproduit l'organisation et, à partir de cet élément de fond et dans la pratique concrète du travail politique révolutionnaire nécessaire, les forces sont formées et préparées à soutenir l'affrontement.

Dans le même temps, ces structures politico-militaires sont disposées et dirigées par l'Organisation dans l'affrontement en fonction de l'activité révolutionnaire globale des BR, qui à un moment les activent en leur indiquant les limites et les termes du travail politique révolutionnaire et en centralisant chaque aspect de leur- activité.

L'axe stratégique, auquel elles adhèrent .et dont elles reproduisent les termes, est incompatible avec une conception de la formation des forces type "école de cadres" ou du même genre; au contraire, il ne peut s'agir que d'organismes politico-militaires qui dès le début se rendent fonctionnels au plan de travail général dans la mesure où leur activité est d'une part centralisée par l'Organisation, de l'autre en conformité avec l'activité globale de l'Organisation.

En synthèse, formation/organisation des forces advient à l'intérieur et à partir d'un cadre organisé, clandestin et compartimenté, calibré à la phase révolutionnaire et aux rapports de force généraux,

dans les formes qu'il assume et dans les modalités par lesquels il interagit avec l'affrontement; elle advient dans le travail révolutionnaire concret et calibré au niveau de conscience exprimé et au rôle de la structure dans l'ensemble du plan général de disposition des forces mises en champ par l'organisation; travail nécessaire et fonctionnel à l'activité globale, centralisé à partir des indications et sous la direction de l'Organisation.

Cette activité de formation/organisation des forces se meut parallèlement au processus de reconstruction. dans le milieu ouvrier et prolétarien, des conditions politiques et matérielles endommagées et dispersées par la contre-révolution, pour un équilibre politique et de forces favorable au camp prolétarien va processus qui mûrit en référence à l'initiative de la guérilla destinée à rompre les équilibres politiques généraux se formant, entre classe et État, au sein duquel s'évidencie et s'affirme la contradiction dominante en antagonisme entre la classe et l'État.

L'intervention sur ce plan, avec l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement, pesé sur les équilibres de l'affrontement lui-même et se répercute, en conséquence, sur l'ensemble du panorama des rapports entre les classes, jusqu'au plan capital/travail, mettant en mouvement des dynamiques dans le tissu prolétarien et dans les composantes les plus matures de l'autonomie de classe en particulier, d'où il est possible de "libérer" l'énergie prolétarienne qui doit être formée, organisée et disposée de manière adéquate pour être en mesure de soutenir le niveau d'affrontement et se rendre fonctionnelle à l'approfondissement de la guerre de classe.

Reconstruction et formation/organisation constituent le rail sur lequel se concrétise La nécessaire dialectique guérilla/autonomie de classe.

Poursuivre cette dialectique entraîné de se mesurer avec les conditions politiques générales du rapport classe/État, et, c'est-à-dire, pour en définir l'attaque et toute l'activité révolutionnaire, de se référer au caractère de la médiation politique qui s'affirme et se consolide au projet politique qui émerge comme dominant dans une conjoncture Intérieure (référence aux exigences de la bourgeoisie impérialiste de notre pays) et Internationale (référence au rôle de l'Italie dans le contexte de la chaîne impérialiste et en particulier en Europe Occidentale) donnée; au niveau d'approfondissement démontré face aux dynamiques Révolution/contre-révolution.

Eu égard à ce dernier aspect s'évidencie, en 'synthèse, l'intervention constante et globale d'une appareil antiguérilla dont les finalités, essentiellement politiques, visent à contrecarrer les effets et la valeur de la proposition politique des B.R, en tenant sous pression et en intervenant "en termes de dissuasion sur les composantes prolétariennes et révolutionnaires qui expriment de l'antagonisme contre l'Etat.

Cet aspect s'interpénètre avec le caractère de La médiation politique entre les classes, en donnant vie à un ensemble réticulaire d'actes politiques et matériels contrecarrant le milieu même de formation des avant-gardes dans la tentative d'empêcher à l'autonomie de classe de s'exprimer.

La dialectique guérilla/autonomie de classe qu'il est possible et nécessaire à partir de ce cadre d'affrontement de développer, présuppose la formation et l'organisation des forces militantes en un module politique et organisationnel organique qui soit non seulement cohérent avec le principe de l'unité du politique et du militaire, mais à l'intérieur duquel les cadres militants se forment et se

positionnent tactiquement de manière à être en mesure d'exprimer la direction et l'organisation adéquate des forces, à partir de la voie duale de reconstruction / formation, à l'intérieur de la projectualité actuelle et en syntonie avec les objectifs de la phase révolutionnaire.

Le projet politico-organisationnel qui, historiquement, s'est révélé le plus adéquat, est celui auquel le statut des-B.R fait référence (cf. la Résolution de la direction Stratégique n°2).

Son absence ne peut que provoquer un appauvrissement et un affaiblissement de l'entité militante, privée de moyen et de l'outil pour intervenir dans l'affrontement au niveau nécessaire.

Proposer de nouveau ce dispositif dans ses principes généraux a constitué un point d'appui du processus de redéfinition, à un moment donné, de vérification du processus en cours et de l'instrument politico-militaire, afin de lui donner un nouvel élan, pour qu'il permette d'amener les forces révolutionnaires au niveau politique nécessaire, en faisant vivre et en exploitant au maximum la capacité des individus dans le collectif.

Un tel dispositif a, dans, ses présupposés généraux, un caractère stratégique et il ne peut se transformer au gré des phases révolutionnaires.

Il est fondé sur le critère du centralisme démocratique, selon lequel les instances horizontales et verticales sont structurées.

La totalité du travail révolutionnaire est centralisée et se situe à l'intérieur du plan de travail général élaboré par l'instance dirigeante.

Il va de soi qu'il opère à l'intérieur des principes stratégiques de la clandestinité et de la compartimentation, principes de base qui reflètent l'unité du politique et du militaire et qui orientent chaque aspect de l'activité révolutionnaire.

Ils répondent aux lois de la guerre révolutionnaire en ce qu'ils permettent de rendre explicite le caractère offensif de la guérilla, en limitant dans le même temps les pertes qui sont toujours élevées dans la guérilla.

Ces principes parcourent horizontalement et verticalement toute l'organisation et les forces qu'elle organise et déploie.

En particulier, la clandestinité est un choix offensif, à caractère stratégique, qui permet aux révolutionnaires de se situer au coeur de l'affrontement dans les meilleures conditions -les seules qui soient adéquates- pour porter l'attaque et approfondir la guerre de classe.

La structuration en cellules, unités de base du dispositif politico-organisationnel des BR, permet de manière générale la reproduction de l'organisation dans la mesure où, en son sein se reproduisent les critères généraux du dispositif et le patrimoine politique de l'organisation.

A partir du dispositif général des forces de l'organisation, on précise tactiquement, en fonction des objectifs de la phase révolutionnaires, la disposition des structures politico-militaires elles-mêmes, et donc des cellules qui, dans cette phase, doit être fonctionnelle à la construction, à l'organisation et à la direction des forces, en faisant vivre la dialectique guérilla/autonomie de classe, parce qu'elles visent dans leur activité à atteindre les lignes d'attaque, c'est-à-dire les objectifs de programme.

La matrice stratégique étant immuable, la position tactique est fonction de chaque phase du processus révolutionnaire afin de répondre aux finalités de chacune de ces phases, et elle influe sur la disposition tactique des forces en présence qui, de toute façon, a toujours un caractère dynamique en regard des caractéristiques politiques de l'affrontement.

Toutes les forces ainsi organisées et conduites deviennent fonctionnelles à l'attaque de manière à influencer au plus haut degré et à se disposer positivement dans l'affrontement.

Dans ce processus de construction, d'organisation et de direction, les BR s'affirment comme un parti en précisant et en pratiquant le rôle de direction de l'affrontement.

Les BR comme force révolutionnaire qui agit et "armée révolutionnaire", se situent donc dans la pratique comme noyau fondateur du parti et de là elles travaillent à concrétiser le mot d'ordre de l'unité des communistes.

En conclusion, les étapes de la réadaptation parcourues jusque-là et la relance qui en découle constituent la donnée politique centrale dans la dialectique actuelle entre la révolution et la contre-révolution.

Les mesures que l'État a promulguées face à cela, qui déterminent l'activité de la contre-guérilla directement orienté par l'Exécutif, visent surtout à "congeler" les attentes créées par l'intervention révolutionnaire dans la classe.

Par exemple, les attaques contre la guérilla qui sont un aspect évidemment! intrinsèque à tout contexte de guerre révolutionnaire, sont utilisés pour peser sur le tissu prolétarien, d'où elles sont balayées du fait de l'épuisement des conditions du processus révolutionnaire.

Mais s'il est évident que l'approfondissement des conditions dans lesquelles se déroule le processus révolutionnaire, influence le cours de la phase actuelle de reconstruction, ce qui influe de manière centrale sur les perspectives de la phase révolutionnaire, c'est son positionnement dans une phase politique générale lourde de contradictions et, dans le même temps -mais non comme conséquence mécanique-, de potentialités favorables à l'approfondissement de la guerre de classe.

Dans le camp prolétarien, en effet, la "stérilisation" du tissu de luttes, ouvrier et prolétarien, n'est en effet pas donnée, ni non plus l'annulation des dynamiques qui reproduisent l'autonomie de classe.

Mais, au contraire, une large résistance ouvrière et prolétarienne au coût de la crise et aux effets de la réforme des pouvoirs de l'Etat se manifeste comme élément constant, d'où émergent, en particulier, des luttes qui tendent à briser les carcans et les filtres des relations industrielles, qui sont le reflet, sur le plan du rapport capital/travail, des modifications des équilibres politiques . généraux, ratifiées au niveau institutionnel dans les nouvelles "règles du jeu" de la démocratie représentative, pour exprimer des instances de lutte autonomes.

Dans des formes et des manières qui sont le fruit du cadre transformé des rapports politiques entre les classes, elles représentent cependant la continuité de la tradition d'autonomie de classe qui s'est déterminée historiquement en Italie.

D'autre part et parallèlement, le plan d'intervention global dans l'affrontement que la guérilla a fait

mûrir et les perspectives politiques ouvertes sur le terrain de l'affrontement entre la classe et l'État, et sur celui de l'anti-impérialisme -en conservant le patrimoine que vingt années de pratique -révolutionnaire ont consolidé dans le tissu prolétarien et qui donne sa substance à ce fil organique qui relie, aujourd'hui encore, les BR à ce tissu-, permet aux B.R d'agir dans l'affrontement et en concordance avec les échéances politiques dictées par les conditions politiques générales du rapport entre la classe et l'État.

Dans la mesure où l'initiative de la guérilla influe sur les barrières et les filtres de la médiation politique, à partir des niveaux d'agrégation ouvrière et prolétarienne évoqués ci-dessus, une énergie révolutionnaire émerge qui peut et doit être organisée, formée et dirigée sur le terrain de la guerre révolutionnaire, pour aller de l'avant.

Par conséquent, en tenant compte comme il se doit de l'approfondissement du plan! d'affrontement révolutionnaire actuel, c'est aux dynamiques qui se développent à partir de la dialectique entre ces deux facteurs, guérilla et autonomie de classe, que les BR font référence lorsqu'elles procèdent à la reconstruction des instruments politiques et organisationnels qui permettent de doter le camp prolétarien des moyens de soutenir l'affrontement et de poursuivre les lignes d'attaques inhérentes aux points de programme.

ATTAQUER ET DESARTICULER LE PROJET ANTI-PROLETARIEN ET CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE REFORME DES POUVOIRS DE L'ETAT.

CONSTRUIRE ET ORGANISER LES TERMES ACTUELS DE LA GUERRE DE CLASSE.

ATTAQUER LES LIGNES CENTRALES DE LA COHESION POLITIQUE DE L'EUROPE OCCIDENTALE: DANS LE SPECIFIQUE ET LES PROJETS IMPERIALISTES DE NORMALISATION AU MOYEN-ORIENT OUI SE FONT SUR LE DOS DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS.

TRAVAILLER AUX ALLIANCES NECESSAIRES A LA CONSTRUCTION ET A LA CONSOLIDATION DU FRONT COMBATTANT ANTI-IMPERIALISTE, POUR AFFAIBLIR ET REPOUSSER L'IMPERIALISME DANS L'AIRE GEOPOLITIQUE EUROPE OCCIDENTALE / MEDITERRANEE / MOYEN-ORIENT.

HONNEUR AU CAMARADE UMBERTO CATABIANI "ANDREA", ABATTU EN MAI 1982.

HONNEUR A TOUS LES CAMARADES REVOLUTIONNAIRES ANTI-IMPERIALISTES MORTS AU COMBAT.